

BE-A0525_721507_803232_FRE

Inventaire des archives de la Commune de
Houdremont. Dépôt 2020 (1821-1987)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	14
Finances et fiscalité.....	14
Patrimoine.....	15
Etat civil.....	15
Population.....	15
Elections.....	16
Affaires militaires.....	16
Travaux publics.....	17
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	17
Langues et écriture des documents.....	18
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements/compléments.....	18
Mode de classement.....	19
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
1 - 7 Registres aux délibérations du Conseil communal. 1822-1976.....	21
8 - 9 Registres aux délibérations du Collège échevinal. 1830-1970.....	21
II. Organisation et personnel.....	23
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	23
B. Organisation et membres des organes politiques.....	23
1. Conseil communal.....	23
2. Collège des bourgmestre et échevins.....	23
3. Bourgmestre.....	24
C. Archives.....	24
D. Personnel des services.....	24
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	24
2. Effectifs, registres du personnel et autres états généraux.....	25
3. Dossiers du personnel administratif et technique.....	25
38 - 40 Dossiers personnels des secrétaires communaux. 1925-1974.....	25
4. Dossiers du personnel enseignant.....	26
44 - 55 Dossiers personnels des enseignants. 1944-1978.....	26

III. Patrimoine.....	28
A. Biens immobiliers.....	28
1. Limites.....	28
2. Acquisitions.....	28
3. Échanges.....	29
4. Ventes.....	29
5. Locations.....	31
6. Contentieux.....	31
B. Biens mobiliers.....	31
IV. Finances et fiscalité.....	33
A. Généralités.....	33
B. Comptabilité du secrétariat.....	33
1. Budgets et annexes.....	33
99 - 105 Budgets annuels. 1838-1976.....	33
2. Registres de comptabilité.....	34
3. Emprunts.....	34
C. Comptabilité du receveur.....	34
1. Registres de comptabilité.....	34
114 - 116 Grands-livres des dépenses. 1935-1966.....	34
117 - 125 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1953-1976.....	35
126 - 127 Carnets de recettes. 1935-1938.....	35
2. Comptes et pièces justificatives.....	35
128 - 134 Comptes annuels. 1837-1976.....	35
135 - 194 Pièces justificatives des comptes. 1889-1976.....	36
3. Sortie de fonction du receveur.....	40
D. Impositions et taxes.....	40
1. Impôts communaux.....	40
2. Impôts d'État.....	40
E. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	41
V. Cimetières.....	42
VI. Population.....	43
A. Registres et mouvements de la population.....	43
206 - 216 Registres de population. 1846-1981.....	43
217 - 220 Index des registres de population. 1867-1980.....	43
221 - 223 Registres des entrées. 1911-1976.....	44
224 - 225 Registres des sorties. 1921-1977.....	44
227 - 228 Tableaux statistiques des mouvements de la population. 1951-1976.	44
B. Recensements et autres états de la population.....	44
C. Cartes d'identité et passeports.....	45
231 - 232 Registres de cartes d'identité. 1952-1976.....	45
D. Étrangers.....	45
E. Permis de conduire.....	45
VII. Élections.....	46
VIII. Affaires militaires et guerres.....	47
A. Service militaire.....	47
B. Réquisitions en temps de paix.....	47
C. Guerres et conséquences.....	47
IX. Ordre et sécurité publics.....	48
A. Police.....	48
1. Personnel.....	48
247 - 248 Dossiers personnels des garde-champêtres. 1921-1974.....	48

2. Missions de police administrative relatives à la sécurité publique.....	48
B. Service d'incendie.....	48
X. Santé publique.....	50
A. Services communaux.....	50
1. Inspection médicale scolaire.....	50
2. Service communal de vidange et de nettoyage / immondices.....	50
B. Exécution des tâches communales.....	50
1. Lutte contre les maladies épidémiques.....	50
2. Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce.....	50
3. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	50
259 - 263 Dossiers d'autorisation d'établissements dangereux, insalubres et incommodes. 1950-1976.....	50
C. Collaboration avec les organismes et services non communaux et intercommunaux.....	51
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	52
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	52
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	52
2. Bâtiments scolaires.....	52
3. Bâtiments du culte.....	53
288 - 290 Dossier relatif aux travaux de reconstruction de l'église suite aux dommages de guerre. 1945-1954.....	54
296 - 299 Dossiers relatif aux travaux d'ameublement et de décoration de l'église. 1952-1977.....	54
4. Cimetières.....	55
5. Autres biens et installations immobilières (monuments, bancs, etc.).....	55
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	56
1. Voirie communale (y compris les ponts, les égouts, etc.).....	56
309 - 311 Dossiers relatif aux travaux aux égouts. 1952-1959.....	56
2. Voirie vicinale.....	56
321 - 322 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 180. 1971-1976.....	57
3. Voirie nationale.....	57
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	57
1. Cours d'eau non navigables.....	57
2. Wateringue de la Plate Pierre.....	58
D. Services d'utilité publique.....	58
1. Distribution d'eau.....	58
2. Distribution d'électricité.....	59
3. Éclairage public.....	59
4. Téléphone.....	59
5. Transports en commun.....	59
E. Aménagement du territoire.....	60
1. Généralités.....	60
2. Plans communaux.....	60
3. Permis de bâtir.....	60
4. Infractions.....	61
XII. Enseignement.....	62
A. Généralités.....	62
B. Bâtiments.....	62
C. Équipement.....	62
D. Personnel.....	63

E. Finances.....	63
F. Obligation scolaire.....	63
G. Activités scolaires spéciales.....	63
XIII. Culture, sports et divertissements.....	64
XIV. Économie.....	65
A. Généralités.....	65
B. Agriculture.....	65
C. Industrie et artisanat.....	65
XV. Affaires sociales.....	66
XVI. Tutelle sur le Bureau de bienfaisance, puis la Commission d'assistance publique.....	67
A. Bureau de bienfaisance.....	67
B. Commission d'assistance publique.....	67
XVII. Tutelle communale sur la fabrique d'église de la paroisse.....	68
A. Personnel.....	68
B. Finances.....	68

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Houdremont. Dépôt 2020

Période:

1821 - 1987

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0525.810

Etendue:

- Numéros: 401.00
- Etendue inventoriée: 5.60 m

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Namur

Producteurs d'archives:

Commune de Houdremont, 1821 - 1977

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Houdremont

HISTORIQUE

La commune de Houdremont (entité de Gedinne) est une commune belge située en province de Namur qui a existé de 1800 à 1976.

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Houdremont dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Gedinne, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Houdremont devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Gedinne ¹.

La commune fait partie du département de Sambre-et-Meuse (1795-1814) puis de la province de Namur (sauf entre les arrêtés du 18 août 1814 et du 13 décembre 1815, période pendant laquelle elle est brièvement rattachée au département des Ardennes).

Le nombre d'habitants dans la commune croît régulièrement au XIXe siècle, passant de 187 en 1801 à 303 en 1910. Ce nombre connaît ensuite une lente régression. En 1976, Houdremont ne compte plus que 201 habitants.

Sur le plan de l'économie, Houdremont est une commune rurale tournée essentiellement vers l'agriculture et la sylviculture. L'écrasante majorité des habitants sont cultivateurs. Quelques artisans côtoient ceux-ci. Comme dans toute l'entité, la gestion des bois revêt une importance vitale pour l'économie locale. La commune en tire un revenu significatif tout au long de la période. Il faut aussi noter l'organisation au XIXe siècle de foires au bétail trouvant leur origine au début du siècle précédent.

Le 1er janvier 1977, la commune de Houdremont est fusionnée avec les communes de Bourseigne-Neuve, Bourseigne-Vieille, Gedinne, Louette-Saint-Denis, Louette-Saint-Pierre, Malvoisin, Patignies, Rienne, Sart-Custinne, Vencimont et Willerzie pour former l'actuelle commune de Gedinne.

La fusion forme une entité de 4255 habitants pour 15160 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites :
" Renforcer le pôle de Gedinne en augmentant son potentiel par les apports divers des communes qui actuellement dépendent de ce centre dans de

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

nombreux domaines (services, enseignement, loisirs, etc.). Faire bénéficier les populations intéressées d'équipements améliorés " 2.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux 3".

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

2 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

3 Pasinomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'Archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les dossiers centraux des communes de Houdremont et de Gedinne constitués par les Archives de l'État ⁴.

Un premier inventaire connu des archives de la commune de Houdremont est rédigé le 15 novembre 1840 en présence du bourgmestre, Jean-Joseph Ponlot, et d'un échevin, Guillaume Lorent, conformément à l'instruction du 13 octobre de la même année reçue du Gouverneur de la Province de Namur. Les documents sont réunis au bureau de l'administration communale, dans un secrétaire. Hormis les publications administratives, les registres d'état civil et la

4 ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, Dossiers centraux, dossiers " Commune de Houdremont " et " Commune de Gedinne ".

matrice et le plan cadastraux, la liste des archives communales conservées est la suivante : deux registres aux délibérations du Conseil communal, différentes liasses datant de la période française, les copies des actes de partage du bois de Hez, du ban Notre-Dame et du ban des Mestures avec les plans des partages, des pièces relatives à la milice et à la garde civique, les doubles des procès-verbaux des élections communales et des chefs de la garde civique, les doubles des listes électorales et supplémentaires, les budgets et les comptes communaux de 1808-1814 à 1839-1840 et une copie d'une rente due à la commune. De tout ceci, peu de choses nous sont parvenues : principalement un des registres aux délibérations du Conseil communal, un compte, un budget et une liste de milice. Leur description est reprise dans le présent inventaire. L'inventaire rédigé le 30 mars 1910 par le Collège communal est relativement bref et manifestement incomplet. Celui-ci se répartit en 8 chapitres succincts intitulés " État civil ", " Population ", " Milice nationale ", " Élections ", " Administration communale ", " Comptabilité communale ", " Cadastre " et " Fabrique d'église ". Si l'état civil et le cadastre sont renseignés comme complets, les registres de population, d'entrées et de sorties ne sont pas datés. Seules des archives des années 1816-1817, 1833 et 1848-1854 sont renseignées pour la milice et la garde civique. Les listes électorales débutent en 1878 et sont accompagnées d'un registre aux réclamations et aux décisions du Collège échevinal. Des dossiers non définis concernent la gestion des propriétés et des bois communaux. Comme dans le présent inventaire, les budgets communaux débutent en 1838. Par contre, la série des comptes s'amorce dès 1814. Le registre aux délibérations du Collège débute en 1830. Celui-ci est aussi décrit ici. Par contre, le seul registre aux délibérations du Conseil mentionné est le 3e de ceux déposés aujourd'hui. Il est encore fait mention d'un registre aux actes de vente de la commune depuis 1866, des budgets et des comptes de la Fabrique d'église depuis 1860 et de l'atlas des chemins classé avec le Cadastre. Le document est signé par le bourgmestre Petitjean et par l'échevin Monin. Bien qu'imprécis et incomplet, cet inventaire permet de se faire une idée des pertes enregistrées depuis.

Le 2 octobre 1967, le Conseil communal de Houdremont décide de déposer ses archives historiques aux Archives de l'État à Namur, en réponse à la proposition formulée le 23 septembre par G. Beterams, inspecteur des Archives générales du Royaume. Cette décision ne se concrétise pas matériellement, sans que l'on sache les raisons ayant poussé à ce revirement.

Après la fusion des communes de 1977, Cécile Douxchamps-Lefèvre opère une première inspection des archives le 16 août 1979. Les documents d'utilité courante en provenance des anciennes communes ont été rassemblés à Gedinne. Les autres sont restés dans les anciens locaux communaux des villages fusionnés. L'administration communale envisage la nomination d'un commis en charge du traitement des fonds. Il semble que cela soit resté lettre morte. En effet, en 1990, une mise à jour de l'information sur les archives communales de la nouvelle commune de Gedinne parvient aux Archives de l'État à Namur. Dans le cadre d'une campagne générale d'inspection, Françoise Jacquet-Ladrier, archiviste, reçoit le 12 octobre 1990 une réponse à un questionnaire rédigée par le secrétariat communal. La situation décrite est relativement inquiétante. En effet, si les registres aux délibérations et de population des anciennes communes ont fait l'objet d'un transfert à Gedinne

dans la maison communale, peu de dossiers y sont arrivés. La plupart sont encore répartis dans les anciennes maisons communales, comme en 1979. Le document ne précise cependant pas si c'est aussi le cas des archives de Houdremont. La commune annonce cependant un déménagement des archives vers un local communal en cours d'aménagement à Malvoisin.

Le 9 octobre 2002, André Vanrie, Conservateur des Archives de l'État à Namur, se rend à Gedinne pour actualiser le constat opéré en 1990. Les archives antérieures à la fusion de 1977 sont alors conservées au 1er étage de la salle des fêtes du village de Patignies dans de bonnes conditions de conservation. Environ 150 mètres linéaires de rayonnage accueillent les boîtes de conservation classées suivant le système CDU appliqué en 1996 par une firme privée. Les registres aux délibérations et de population des anciennes communes sont eux conservés à la maison communale de Gedinne. André Vanrie précise qu'il n'y a pas eu de destruction d'archives depuis 1977. Suite à cette visite, le Collège communal de Gedinne envoie le 29 janvier 2002 aux Archives de l'État à Namur un inventaire des registres aux délibérations et de population conservés à Gedinne. Pour Houdremont, ce relevé correspond en tout point à celui publié dans le présent inventaire.

En 2018, parallèlement à une procédure d'élimination demandée par le Collège communal et approuvée par les Archives de l'État le 6 mars de cette année, Gedinne a décidé de déposer aux Archives de l'État à Namur les archives historiques des anciennes communes de l'entité. En effet, un déménagement des archives de Patignies à Gedinne vers un local insuffisant en espace de conservation aurait compliqué la tâche de l'administration communale à très brève échéance. Le transfert des archives historiques vers Namur procure ainsi la capacité nécessaire à une gestion rationnelle des accroissements récents.

ACQUISITION

Les archives de l'ancienne commune de Houdremont décrites dans le présent inventaire ont été transférées en 2018 aux Archives de l'État à Namur pour traitement matériel et ont fait l'objet d'une convention de dépôt aux Archives de l'État à Namur signée le 11 février 2020 par le Collège communal et par l'Archiviste général du Royaume.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Houdremont entre 1821 et 1981. Bien que lacunaire, le fonds contient tout de même une belle série d'archives pour le XIXe siècle avec en exergue les registres aux délibérations du Conseil communal et du Bureau de bienfaisance. Le fonds contient également les registres de population ouverts en 1971 et continués jusqu'en 1981. Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en

effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ETAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les

conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ELECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux.

L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement

conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution

et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :
MARÉCHAL, Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ⁵. L'absence de dépôt s'explique d'une part, par l'utilité administrative et d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État.

5 <http://geoportail.wallonie.be>.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classification décimale universelle (CDU). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ⁶. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ⁷. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, sports et divertissements

6 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

7 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été dans leur grande majorité classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

1 - 7 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL. 1822-1976.

1	16 novembre 1822-10 février 1846.	1 volume
2	18 avril 1846-5 avril 1865.	1 volume
3	11 juin 1865-14 mars 1931.	1 volume
4	14 mars 1931-10 janvier 1941.	1 volume
5	11 janvier 1941-5 novembre 1953.	1 volume
6	18 novembre 1953-15 juin 1968.	1 volume
7	19 septembre 1968-7 décembre 1976.	1 volume

8 - 9 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS DU COLLÈGE ÉCHEVINAL. 1830-1970.

8	30 octobre 1830-11 juillet 1944.	1 volume
9	13 février 1945-20 mars 1962.	1 volume
---	1967-1970.	
10	Registre d'inscription des publications et des procès-verbaux de clôture des enquêtes. 1954-1976.	1 volume
11	Rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 1959-1966, 1970-1971, 1973-1974.	1 chemise

- 12 Lettre reçue par le bourgmestre du service du prince Albert le remerciant pour les vœux exprimés à l'occasion de ses fiançailles. 27 juin 1900. 1 pièce
- 13 Dossier de litige relatif à la responsabilité éventuelle de la commune dans un accident personnel survenu dans l'église. 1951. 4 pièces

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

- 14** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'approbation de la modification des statuts de l'Intercommunale namuroise d'électricité INEL. 29 mars 1958. 1 pièce
- 15** Dossier relatif à la souscription de la commune à l'augmentation de capital du Crédit communal. 1960. 3 pièces

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

- 16** Procès-verbal de prestation de serment lors du renouvellement du Conseil. 6 janvier 1852. 1 pièce
- 17** Procès-verbaux d'installation des conseillers communaux et de nomination des échevins. 1953-1971. 1 chemise
- 18** Pièces relatives à la fixation du montant des jetons de présence des conseillers. 1955-1964. 3 pièces
- 19** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la désignation de Gilbert Grodent comme conseiller en remplacement de René Barthélemy, démissionnaire. 30 avril 1969. 1 pièce

2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 20** Procès-verbaux de prestation de serment lors du renouvellement du Collège. 1852, 1855. 2 pièces
- 21** Dossier relatif à la fixation des traitements des bourgmestre et échevins. 1947-1966. 7 pièces
- 22** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la désignation de Paul Baijot comme 2e échevin suite au décès de G. Michel. 26 septembre 1956. 1 pièce

-
- 23 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la désignation de Jules Adam comme 2^e échevin suite à la démission de René Barthélemy, bourgmestre. 27 mars 1969.
1 pièce
3. BOURGMESTRE
- 24 Extrait du registre aux délibérations du Collège échevinal relatif à la charge attribuée à René Barthélemy, bourgmestre, de la gestion des indemnités de milice. 15 janvier 1940.
1 pièce
- 25 Pièces relatives à Auguste Dion, échevin puis bourgmestre. 1966, 1968.
2 pièces
- 26 Dossier de mise à la pension de René Barthélemy, bourgmestre. 1969.
1 chemise
- C. ARCHIVES*
- 27 Pièces relatives à la décision de la commune de confier ses archives historiques aux Archives de l'État. 1967.
2 pièces
- D. PERSONNEL DES SERVICES*
1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS
- 28 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la réduction de 10 % du traitement du personnel communal en raison de la mévente des produits forestiers. 27 janvier 1933.
2 pièces
- 29 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la nomination d'un agent spécial chargé de recevoir les déclarations d'abattage et de percevoir les taxes d'expertise des viandes. 3 mars 1938.
1 pièce
- 30 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif au traitement de la personne désignée commis au ravitaillement. 2 juin 1948.
1 pièce
- 31 Dossier relatif à l'indemnité accordée à Jules Baijot, garde-

-
- champêtre, en tant qu'indicateur expert du cadastre. 1957-1958.
5 pièces
- 32 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la désignation d'un délégué communal à la commission fiscale. 1960-1969.
3 pièces
- 33 Dossier relatif au statut pécuniaire du personnel communal. 1936, 1963-1974.
1 liasse
- 34 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la fixation du pécule de vacances du personnel communal. 1955-1964.
1 chemise
- 35 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs aux allocations de programmation accordées au personnel communal. 1968-1974.
1 chemise
- 36 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs aux bonifications de restructuration accordées au personnel communal. 1968-1970.
1 chemise
2. EFFECTIFS, REGISTRES DU PERSONNEL ET AUTRES ÉTATS GÉNÉRAUX
- 37 Tableau statistique du personnel communal. 1966.
1 pièce
3. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE
- 38 - 40 DOSSIERS PERSONNELS DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX. 1925-1974.
- 38 Cordy Jules. 1925-1935, 1946.
1 chemise
- 39 Istasse Julien, qui est aussi receveur. 14 décembre 1966.
2 pièces
- 40 Michel Albert. 1954-1974.
1 liasse
- 41 Dossier personnel d'Alexandre Jacquemart, receveur. 1926-1935.

4 pièces

42 Arrêté de la Députation permanente annulant l'adjudication publique de l'emploi de cabinier à Joseph Huin. 19 février 1932.
1 pièce

43 Pièces relatives à la procédure de recrutement d'un agent du ravitaillement local. 1943.
2 pièces

4. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT

44 *44 - 55 DOSSIERS PERSONNELS DES ENSEIGNANTS. 1944-1978.*
Bernard Caroline, institutrice primaire. 1944-1945.
4 pièces

45 Clarinval Lucienne, institutrice gardienne intérimaire. 20 avril 1966.
2 pièces

46 De Poorter Christiane, institutrice gardienne. 1959-1978.
1 chemise

47 Dinant Marie-Louise, maîtresse de couture. 1969-1970.
7 pièces

48 Fecherolle Jeanne, maîtresse de couture. 1955-1960.
1 chemise

49 Godart Arlette, institutrice gardienne intérimaire. 1968.
2 pièces

50 Istasse Évelyne, maîtresse de couture provisoire. 1968-1969.
1 chemise

51 Lambert Anne-Marie, institutrice intérimaire. 10-15 février 1965.
2 pièces

52 Martin Marie-Louise, maîtresse de couture provisoire. 1972.
5 pièces

53 Nollevaux Jean, instituteur primaire chef d'école intérimaire. 9 octobre 1970.
1 pièce

54 Poncelet Robert, instituteur primaire chef d'école. 1958-1971.
5 pièces

55 Verhée Madeleine, institutrice gardienne intérimaire. 1962. 7 pièces

III. PATRIMOINE

A. BIENS IMMOBILIERS

1. LIMITES

- 56 Plan et procès-verbal de délimitation entre la propriété communale, celle de la veuve Jonet et celle d'Auguste Brasseur au lieu-dit Bois d'Auche. 5 août 1891. 1 pièce

2. ACQUISITIONS

- 57 Dossier relatif à l'acquisition de terrains indivis situés " au Quartier " de différents propriétaires dans la commune. 1840-1841. 5 pièces
- 58 Actes de cession de terrains à la commune en vue de la construction du chemin de grande communication de Houdremont à Bellefontaine. 28 décembre 1876. 3 pièces
- 59 Dossier relatif à l'acquisition de parcelles bâties et d'une portion de bois, entre autres en vue de la construction de la nouvelle église. 1885. 1 chemise
- 60 Actes de cession de terrains à la commune en vue de la construction du chemin de grande communication d'Houdremont à la station de chemin de fer de Gedinne. 15 novembre 1882. 2 pièces
- 61 Dossier relatif à l'acquisition d'un terrain à Jules Degueurs au lieu-dit Hayette. 1910-1911. 1 chemise
- 62 Dossier relatif à l'acquisition d'une parcelle de terrain en vue de la construction des locaux scolaires. 1924-1925. 5 pièces
- 63 Dossier relatif à l'acquisition d'une parcelle de terrain en vue de l'établissement d'une cabine électrique. 1928-1929. 1 chemise
- 64 Extrait du registre aux délibérations du Collège échevinal relatif à l'acquisition à l'État d'une parcelle nécessaire pour l'érection d'un pavillon de pompage destiné à la distribution d'eau. 22 août 1941. 1 pièce

-
- 65 Dossier relatif à l'acquisition de 2 parcelles de pré et bois au lieu-dit Sence Renard. 1949-1951.
6 pièces
- 66 Dossier relatif à l'acquisition de parcelles de terrain nécessaires pour le captage et la protection des sources de distribution d'eau. 1957-1961.
1 chemise
3. ÉCHANGES
- 67 Dossier relatif à l'échange de terrains avec les dames Baijot en vue de l'érection d'un presbytère. 1909-1911.
1 chemise
- 68 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'échange de portions de terrain avec l'État conformément au projet de plan général d'alignement le long de la route de Bièvre à Houdremont. 30 décembre 1933.
1 pièce
- 69 Pièces relatives au dossier d'échange de terrains entre la commune et Émile Devoir-Chaidron. 1930, 1952.
3 pièces
- 70 Dossier relatif à l'échange de terrains avec Félix Poncelet. 1958-1961.
6 pièces
4. VENTES
- 71 Acte cession et de partage par la commune aux habitants de terrains communaux incultes. 11 novembre 1855.
1 cahier
- 72 Acte de vente d'un excédent de voirie à Gaspard Baijot. 1878.
2 pièces
- 73 Dossier relatif à la vente à Nicolas Mathieu d'un excédent de voirie au lieu-dit Méréau. 1882.
6 pièces
- 74 Dossier relatif à la vente à Lambert Degembe d'un excédent de voirie au lieu-dit Baimont. 1913.
6 pièces
- 75 Demande d'autorisation et autorisation de vente par la commune à

la Société nationale des chemins de fer vicinaux d'un terrain nécessaire à l'établissement de la ligne Gedinne-Bohan avec embranchement de Vresse à Alle-sur-Semois. 1919-1920.

2 pièces

- 76** Dossier relatif à la vente à Émile Duterme d'une portion de terrain provenant du jardin de l'école des filles et longeant le pignon de sa maison. 1925-1926.
1 chemise
- 77** Dossier relatif à la vente à Armand Renault d'un excédent de voirie du chemin ordinaire n° 15. 1929-1930.
6 pièces
- 78** Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la cession à l'État de portions de terrains en vue de l'alignement de la route d'Houdremont à Bièvre. 1929, 1933.
2 pièces
- 79** Demande d'autorisation et autorisation de vente par la commune à l'État d'une portion du bois dit Coulonry nécessaire à l'amélioration de la route de Marche à Charleville. 1935, 1938.
2 pièces
- 80** Dossier relatif à la vente de l'immeuble ayant servi de logement à l'institutrice de l'école adoptée. 1947-1948.
4 pièces
- 81** Copie de l'acte de vente publique par la commune d'une maison avec dépendances située au village. 18 mars 1948.
1 cahier
- 82** Dossier relatif à la vente à Georges Cunin d'un excédent de voirie du chemin n° 15. 1951.
8 pièces
- 83** Acte de vente d'un excédent de voirie à Adolphe Mathieu. 9 novembre 1955.
1 cahier
- 84** Plan de 2 parcelles cédées par la commune à M. Barthélemy. Avril 1958.
1 pièce
- 85** Dossier relatif au projet de vente d'un excédent de voirie du chemin n° 6. 1967.
3 pièces
- 86** Dossier relatif à la cession à l'État d'une portion de terrain

nécessaire à l'alignement de la route n° 35. 1971.

5 pièces

87

Dossier relatif à la vente de portions d'emprise de l'ancienne ligne de chemin de fer vicinal désaffectée. 1963-1966, 1976-1979.

1 chemise

5. LOCATIONS

88

Sommier des locations et fermages. 1933-1976.

1 cahier

89

Acte de location publique du droit de tendre aux grives. 7 août 1904.

1 pièce

90

Acte d'adjudication du droit de chasse sur les terrains communaux. 23 décembre 1911.

1 pièce

6. CONTENTIEUX

91

Dossier judiciaire relatif à l'affaire opposant la commune à Gilles de Pélichy et Jules Van Quaethem, relative à la propriété d'une parcelle plantée d'arbres sur le territoire de Sart-Custinne. 1957-1958, 1960, 1968.

1 liasse

92

Dossier relatif au litige opposant la commune à Léopold Baijot et Joseph Ponlot à propos d'un empiètement sur la voirie communale. 1969-1970.

1 chemise

93

Dossier judiciaire opposant la commune à Marcel Poncelet relatif à un problème de voisinage avec un excédent de voirie à Louette-Saint-Pierre reboisé par la commune. 1971-1976.

8 pièces

B. BIENS MOBILIERS

94

Dossier relatif aux ventes de coupes de bois. 1902, 1912, 1926-1941.

1 chemise

95

Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs au partage annuel des taillis entre les chefs de ménage de la commune. 1925-1934.

5 pièces

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. GÉNÉRALITÉS

- 96** Lettre reçue du géomètre du cadastre demandant de désigner un délégué pour le travail de péréquation et une personne chargée de siéger à la commission locale constituée. 23 mars 1933. 1 pièce
- 97** Lettre reçue du receveur régional relative au recouvrement de sommes dues à la commune. 1er mars 1937. 1 pièce
- 98** Tableaux des superficies de voirie transmis au Ministère de l'Intérieur en vue de fixer la part du fonds des communes revenant à la commune. 1955-1969. 1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

- 99 - 105 BUDGETS ANNUELS. 1838-1976.**
- 99** 1838, 1842, 1864, 1869, 1884, 1892, 1897, 1923-1924, 1931-1932, 1934-1939. 1 liasse
- 100** 1940-1949. 1 liasse
- 101** 1950-1954. 1 liasse
- 102** 1955-1959. 1 liasse
- 103** 1960-1965. 1 liasse
- 104** 1966-1971. 1 liasse
- 105** 1972-1976. 1 liasse
- 106** Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à des majorations et transferts de crédit pour certains articles

-
- budgétaires. 1930, 1935-1938. 1 chemise
- 107 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à des ouvertures de crédit budgétaire. 1935-1937. 4 pièces
- 108 Modifications budgétaires. 1948-1976. 1 liasse
2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ
- 109 Livre-journal des recettes, puis des dépenses et des recettes. 1867-1976. 1 volume
3. EMPRUNTS
- 110 Dossier relatif à un emprunt contracté par la commune. 1913. 1 chemise
- 111 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à une demande d'emprunt destiné au financement des travaux de construction d'une classe pour filles et de restauration du logement de l'institutrice. 18 octobre 1932. 1 pièce
- 112 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à un emprunt contracté auprès de l'Association nationale d'Assistance en vue de faire face aux dépenses indispensables et à la difficulté de percevoir les recettes du fait de l'occupation. 23 juin 1940. 1 pièce
- C. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR*
1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ
- 113 Grands-livres des recettes. 1935, 1939-1940, 1945, 1958-1967. 1 liasse
- 114 *114 - 116 GRANDS-LIVRES DES DÉPENSES. 1935-1966. 1935-1936, 1939-1944, 1947-1948.* 1 liasse
- 115 1951-1952, 1958-1962 1 liasse

116	1966.	1 liasse
117	<i>117 - 125 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1953-1976.</i> 1953.	1 volume
118	1956.	1 volume
119	1957.	1 volume
120	1971.	1 volume
121	1972.	1 volume
122	1973.	1 volume
123	1974.	1 volume
124	1975.	1 volume
125	1976.	1 volume
126	<i>126 - 127 CARNETS DE RECETTES. 1935-1938.</i> 1935-1936.	1 cahier
127	1937-1938.	1 cahier
	2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES	
128	<i>128 - 134 COMPTES ANNUELS. 1837-1976.</i> 1837, 1901-1904, 1906-1909.	1 liasse

129	1910-1919, 1925, 1927-1929.	1 liasse
130	1930, 1932, 1934-1939.	1 liasse
131	1940-1943, 1945-1949.	1 liasse
132	1950-1959.	1 liasse
133	1960-1968.	1 liasse
134	1969-1976.	1 liasse
135	<i>135 - 194 PIÈCES JUSTIFICATIVES DES COMPTES. 1889-1976.</i> 1889.	1 liasse
136	1890.	1 liasse
137	1892.	1 liasse
138	1893.	1 pièce
139	1894.	1 pièce
140	1895.	1 chemise
141	1896.	1 liasse
142	1897.	1 chemise
143	1898.	1 liasse

144	1899.	1 liasse
145	1900.	1 liasse
146	1901.	1 liasse
147	1902.	1 liasse
148	1903.	1 liasse
149	1904.	1 liasse
150	1905.	1 liasse
151	1906.	1 liasse
152	1907.	1 liasse
153	1908.	1 liasse
154	1909.	1 liasse
155	1910.	1 liasse
156	1911.	1 liasse
157	1912.	1 liasse
158	1913.	1 liasse
159	1914.	1 liasse
160	1915.	1 liasse

		1 liasse
161	1916.	1 liasse
162	1917.	1 liasse
163	1918.	1 liasse
164	1919.	1 liasse
165	1920.	1 liasse
166	1921.	1 liasse
167	1922.	1 liasse
168	1925.	1 liasse
169	1926.	1 liasse
170	1927.	1 liasse
171	1928.	1 liasse
172	1929.	1 liasse
173	1932.	1 liasse
174	1933.	1 liasse
175	1934.	1 liasse
176	1935.	1 liasse

177	1936.	1 liasse
178	1937.	1 liasse
179	1938.	1 liasse
180	1939.	1 liasse
181	1940.	1 liasse
182	1941.	1 liasse
183	1942.	1 liasse
184	1943.	1 liasse
185	1944.	1 liasse
186	1945.	1 liasse
187	1946.	1 liasse
188	1947.	1 liasse
189	1950.	1 liasse
190	1956.	1 liasse
191	1962.	1 liasse
192	1968.	1 liasse

-
- 193 1974. 1 liasse
- 194 1976. 1 liasse
- 195 3. SORTIE DE FONCTION DU RECEVEUR
Compte de clerc à maître. 1935. 1 cahier
- D. IMPOSITIONS ET TAXES*
- 196 1. IMPÔTS COMMUNAUX
Arrêtés royaux d'approbation et extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la fixation des centimes additionnels à la contribution foncière et à l'impôt sur les personnes physiques. 1924- 1944, 1956-1976. 1 chemise
- 197 Arrêtés approuvant la taxe d'expertise sur les viandes. 1930, 1935. 2 pièces
- 198 Arrêté royal approuvant la délibération du Conseil communal instaurant une taxe sur les véhicules ordinaires. 8 mars 1932. 1 pièce
- 199 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal et Arrêté royal d'approbation relatifs à l'instauration d'une taxe sur les chiens. 1932-1933. 2 pièces
- 200 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à l'instauration d'une taxe sur les chiens. 1935-1940. 3 pièces
- 201 Dossier relatif à la redevance sur la distribution d'eau. 1949-1976. 1 chemise
- 202 Dossier relatif à la taxe sur l'enlèvement des immondices. 1973-1976. 1 chemise
- 203 2. IMPÔTS D'ÉTAT
Rôle de la contribution foncière, de la contribution personnelle et du droit de patente. 1883.

1 cahier

204

E. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE
Table alphabétique des propriétaires inscrits à la matrice
cadastrale. [XIXe siècle].

1 cahier

V. CIMETIÈRES

205

Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à des concessions au cimetière. 1959, 1962.

3 pièces

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

206	206 - 216 REGISTRES DE POPULATION. 1846-1981. 1846-1857.	1 volume
207	1858-1867.	1 volume
208	1867-1893	1 volume
209	1891-1901	1 volume
210	1901-1911	1 volume
211	1911-1921	1 volume
212	1921-1931	1 volume
213	1931-1947	1 volume
214	1947-1963	1 volume
215	1961-1971	1 volume
216	1971-1981	1 volume
217	217 - 220 INDEX DES REGISTRES DE POPULATION. 1867-1980. 1857-1893	1 volume
218	1891-1901	1 volume
219	1921-1931	

1 volume

220 1971-1980. 1 volume

221 221 - 223 REGISTRES DES ENTRÉES. 1911-1976.
1911-1922. 1 volume

222 1920-1948. 1 volume

223 1962-1976. 1 volume

224 224 - 225 REGISTRES DES SORTIES. 1921-1977.
1921-1948. 1 volume

225 1963-1977. 1 volume

226 Registre des entrées et des sorties. 1948-1962. 1 volume

227 227 - 228 TABLEAUX STATISTIQUES DES MOUVEMENTS DE LA
POPULATION. 1951-1976.
1951-1960 1 liasse

228 1961-1976 1 liasse

229 Instructions reçues du Ministère de l'Intérieur relatives à
l'inscription des réfugiés. 14 mai 1940. 1 cahier

230 *B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION*
Résultats du recensement de la population et des logements au 31
décembre 1970. [Début des années 1970]. 2 cahiers

C. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS

- 231** 231 - 232 REGISTRES DE CARTES D'IDENTITÉ. 1952-1976.
pour adultes. 1952-1976. 1 cahier
- 232** pour enfants de moins de 12 ans. 1956-1976. 1 cahier

D. ÉTRANGERS

- 233** Registre de déclaration de nationalité et de naturalisation. 1888-1898. 1 cahier
- 234** Permis de travail accordé à un habitant de nationalité française.
Juillet-août 1967. 2 pièces

E. PERMIS DE CONDUIRE

- 235** Registre des licences d'apprentissage et des permis de conduire
délivrés. 1967-1976. 1 cahier

VII. ÉLECTIONS

236

Dossier relatif à la tenue et à la validation des élections communales. 1932, 1946, 1952-1970.

1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

- 237 Liste alphabétique des miliciens de la levée 1821. 20 janvier 1821.
1 pièce
- 238 Registre des militaires en congé illimité. [Vers 1925]-1976.
1 volume
- 239 Feuilles individuels d'inscription des miliciens. 1955-1979.
1 chemise

B. RÉQUISITIONS EN TEMPS DE PAIX

- 240 Avis de réquisition transmis par le commandant du district de gendarmerie de Bouillon. 29 novembre 1921.
1 pièce

C. GUERRES ET CONSÉQUENCES

- 241 Dossier relatif à la fixation des montants de dommages de guerre attribués à la commune. 1927-1928.
6 pièces
- 242 Dossier relatif au retour des habitants ayant répondu à l'appel à l'évacuation du Gouvernement. 1940-1941.
1 chemise
- 243 Dossier relatif au remboursement de la réquisition de 2 chevaux par l'armée allemande. 1940-1941.
1 chemise
- 244 Règlement communal relatif à la protection des récoltes et des produits des champs contre des dégâts, des vols et des maraudages. 6 juillet 1941.
1 pièce
- 245 Attestations relatives au retour d'Henri Paquay, prisonnier de guerre, se présentant à la commune. 1941-1942.
3 pièces
- 246 Formulaires de déclaration des dommages de guerre aux biens immobiliers et mobiliers. 1947.
1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

1. PERSONNEL

247 - 248 DOSSIERS PERSONNELS DES GARDE-CHAMPÊTRES.
1921-1974.

- 247 Baijot Jean-Baptiste. 1921-1946. 1 chemise
- 248 Baijot Jules, qui est aussi cantonnier. 1945-1974. 1 liasse
2. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE RELATIVES À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
- 249 Procès-verbal relatif à l'importation illégale de chevaux par Xavier Baijot. 15 juin 1872. 1 pièce
- 250 Dossier relatif à la limitation de la vitesse des véhicules dans les rues du village. 1922, 1956. 4 pièces
- 251 Lettre reçue du Gouverneur actant la réception par la Députation permanente du règlement de police relatif au stationnement des voitures de saltimbanques, de ménages ambulants et aux camps volants en général. 3 octobre 1930. 1 pièce
- 252 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à des mesures de police de la circulation lors du passage de l'étape du Tour de France cycliste du 1er juillet 1969. 25 juin 1969. 2 pièces
- B. SERVICE D'INCENDIE
- 253 Convention conclue entre la commune et celle de Gedinne pour l'affiliation de la première au Centre du groupe régional d'incendie. 23 mai 1949. 1 cahier
- 254 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à une gratification accordée à Jean Clarinval ayant lutté contre un incendie naissant dans un bois communal. 8 juin 1963. 1 pièce

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. SERVICES COMMUNAUX

1. INSPECTION MÉDICALE SCOLAIRE

- 255 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à l'indemnité et à la fonction du médecin chargé de cette mission. 1929, 1960. 2 pièces

2. SERVICE COMMUNAL DE VIDANGE ET DE NETTOYAGE / IMMONDICES

- 256 Dossier relatif à l'adjudication annuelle de la collecte des immondices. 1969-1976. 1 chemise

B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

- 257 État nominatif des personnes vaccinées ou revaccinées. 8 novembre 1929. 3 pièces

2. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU COMMERCE

- 258 Pièces relatives au choix d'un vétérinaire, expert des viandes et surveillant des foires. 1938, 1945, 1950. 5 pièces

3. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

259 - 263 DOSSIERS D'AUTORISATION D'ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES. 1950-1976.

- 259 Dépôt de benzine, garage et pompe de Maurice Denis. 1950-1952. 1 chemise

- 260 Pompes et citerne de la société Trading chez Auguste Dion. 1968-1969. 1 chemise

- 261 Dépôts de gaz propane chez des particuliers. 1972-1975.

-
- 1 chemise
- 262 Dépôt d'immondices de la commune au lieu-dit Franche Virée.
1973-1974. 1 chemise
- 263 Dépôt complémentaire de fuel-oil léger de Maurice Denis. 1976.
1 chemise
- C. COLLABORATION AVEC LES ORGANISMES ET SERVICES NON COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX*
- 264 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs
à la participation de la commune à l'acquisition d'un car mis à la
disposition de l'Office nationale de l'enfance, pour l'arrondissement
de Dinant. 1969. 3 pièces
- 265 Dossier relatif à l'engagement de la commune à participer au
service intercommunal d'enlèvement des immondices projeté par
la Société intercommunale d'aménagement et d'équipement
économique de la région Gedinne-Semois. 1969. 5 pièces

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET
COMMUNAUX

- 266 Dossier relatif à l'électrification des bâtiments communaux. 1927.
1 chemise
- 267 Dossier relatif à la construction d'un mur de soutènement et d'un
chemin d'accès à la maison communale. 1960-1963.
1 chemise
- 268 Dossier relatif aux travaux de remplacement des châssis de
fenêtres de l'école et de la maison communale. 1961-1964.
1 chemise
2. BÂTIMENTS SCOLAIRES
- 269 Dossier relatif à la construction d'une école des filles. 1924-1933.
1 liasse
- 270 Dossier relatif aux travaux de transformation de l'habitation de
l'institutrice. 1929-1933.
1 chemise
- 271 Dossier relatif aux travaux de renouvellement du plancher de
l'école communale des garçons. 1932-1933.
4 pièces
- 272 Pièces relatives à la construction d'un mur clôturant la cour des
filles le long de la route de Marche à Charleville. 1934.
4 pièces
- 273 Dossier relatif aux travaux de réparation de la toiture du logement
scolaire. 1953.
4 pièces
- 274 Dossier relatif aux travaux d'aménagement de la cour de l'école.
1957-1963.
1 liasse
- 275 Dossier relatif aux travaux de restauration du logement de
l'instituteur. 1959-1962.
1 liasse

3. BÂTIMENTS DU CULTE

- 276** Dossier relatif au projet de construction d'une église. 1865.
6 pièces
- 277** Dossier relatif à la construction de la nouvelle église. 1879-1890.
1 liasse
- 278** Dossier relatif à l'ameublement de la nouvelle église. 1894.
5 pièces
- 279** Dossier relatif à des travaux de restauration de l'église et d'achèvement du portail d'entrée. 1902-1907.
1 chemise
- 280** Plan terrier de l'emplacement et des abords pour la construction d'un presbytère. 15 mai 1905.
1 pièce
- 281** Plan des constructions nécessaires à la clôture du jardin du presbytère. 20 février 1909.
1 pièce
- 282** Dossier relatif aux travaux de construction d'une remise et de toiture au presbytère. 1916-1917.
1 chemise
- 283** Dossier relatif aux travaux d'enlèvement des enduits des murs intérieurs de l'église. 1923.
5 pièces
- 284** Dossier relatif aux travaux de restauration de l'église. 1923-1925.
1 chemise
- 285** Dossier relatif à l'installation de l'éclairage électrique à l'église. 1928.
1 chemise
- 286** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à des demandes de subsides du Conseil de fabrique pour peinture de la voûte de l'église. 3 octobre 1930.
1 pièce
- 287** Pièces relatives à des travaux de réparation à l'église. 1937-1938.
2 pièces

	<i>288 - 290 DOSSIER RELATIF AUX TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DE L'ÉGLISE SUITE AUX DOMMAGES DE GUERRE. 1945-1954.</i>	
288	Rapport de constat de dommages de guerre subis par l'église. 12 avril 1945.	1 cahier
289	Plans. 1945-1951.	1 liasse
290	Procédure. 1945-1954.	1 liasse
291	Pièces relatives aux travaux effectués au presbytère. 1951.	2 pièces
292	Dossier relatif à l'installation du chauffage central dans la nouvelle église. 1951-1955.	1 chemise
293	Dossier relatif à la fourniture et au placement de nouvelles cloches à l'église. 1951-1959.	1 liasse
294	Dossier relatif à la fourniture et au placement des orgues de l'église. 1951-1958.	1 chemise
295	Dossier relatif à la fourniture et au placement d'un chemin de croix pour l'église. 1951-1955.	5 pièces
	<i>296 - 299 DOSSIERS RELATIF AUX TRAVAUX D'AMEUBLEMENT ET DE DÉCORATION DE L'ÉGLISE. 1952-1977.</i>	
296	Dossier de projet. 1952-1974.	1 liasse
297	Dossier relatif à l'adjudication et l'exécution. 1974-1977.	1 liasse
298	Plans. 1964, 1970.	1 liasse
299	Dessins de projet de polychromie et de fresque murale. 1970.	1 liasse
300	Dossier relatif aux travaux de modernisation du chauffage de	

-
- l'église. 1956-1958. 1 liasse
- 301** 4. CIMETIÈRES
Dossier relatif au projet de nouveau cimetière. 1898-1899. 1 chemise
- 302** Copie de l'Arrêté royal autorisant la commune à désaffecter son ancien cimetière et à y effectuer des fouilles et déblais. 8 juillet 1929. 1 pièce
- 303** Dossier relatif aux travaux d'entretien des murs du cimetière. 1955-1957. 1 chemise
- 304** Dossier relatif aux travaux d'aménagement d'allées au cimetière. 1958. 1 chemise
- 305** 5. AUTRES BIENS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES (MONUMENTS, BANCS, ETC.)
Lettre reçue du Commissaire d'arrondissement invitant le bourgmestre à mettre en adjudication les travaux de boisement de terrains incultes autorisés par la Députation permanente. 28 septembre 1875. 1 pièce
- 306** Pièces relatives aux travaux de restauration du lavoir. 1955. 2 pièces
- 307** Dossier relatif aux travaux de remplacement de la clôture du monument aux victimes de guerre. 1960. 3 pièces
- 308** Dossier relatif aux travaux d'illumination du monument aux morts des guerres 1914-1918 et 1940-1945. 1964. 6 pièces

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)

1. VOIRIE COMMUNALE (Y COMPRIS LES PONTS, LES ÉGOUTS, ETC.)

309 - 311 DOSSIERS RELATIF AUX TRAVAUX AUX ÉGOUTS. 1952-1959.

- | | | |
|--------------------|--|-----------|
| 309 | Au niveau de voiries. 1952-1953. | 1 chemise |
| 310 | Placement de canalisations en béton. 1957-1958. | 1 chemise |
| 311 | Placement de canalisations en béton. 1958-1959. | 1 chemise |
| 2. VOIRIE VICINALE | | |
| 312 | Plan du projet de nivellement du chemin n° 15. 15 décembre 1891. | 1 pièce |
| 313 | Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 25. 1903-1913. | 1 chemise |
| 314 | Devis, cahier des charges et acte d'adjudication des travaux d'entretien de la voirie vicinale. 1905, 1907. | 2 cahiers |
| 315 | Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 26. 1916. | 1 chemise |
| 316 | Acte d'adjudication des travaux d'amélioration des chemins n° 5 et n° 11. 15 septembre 1916. | 1 pièce |
| 317 | Acte d'adjudication des travaux de réfection aux chemins de grande communication n° 181 et ordinaire n° 6. 28 novembre 1921. | 1 pièce |
| 318 | Cahier des charges et détail estimatif des travaux d'entretien des chemins n° 3, 5 et 13. 22-23 juillet 1948. | 1 cahier |
| 319 | Dossier relatif aux travaux d'amélioration des chemins ordinaires n° 3, 4, 9, 10, 11, 22 et sans n°. 1959-1961. | |

-
- 1 chemise
- 320 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 5. 1962-1966.
1 chemise
- 321 *321 - 322 DOSSIER RELATIF AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION DU CHEMIN N° 180. 1971-1976.*
1971-1973.
1 liasse
- 322 1973-1976.
1 liasse
3. VOIRIE NATIONALE
- 323 Arrêté royal approuvant la promesse de subside de la commune pour la construction de la route de Gedinne à Nafraiture. 16 avril 1846.
1 pièce
- 324 Lettre reçue du Gouverneur soumettant à l'approbation du Conseil communal le plan général d'alignement pour la traversée de la localité par les routes de Marche à Charleville et de Bièvre à Houdremont. 28 octobre 1927.
1 pièce
- 325 Pièces reçues pour information du Fonds des routes relatives aux emprises à acquérir dans la commune pour l'amélioration de la route 513. 1972.
3 pièces
- C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*
1. COURS D'EAU NON NAVIGABLES
- 326 Tableau descriptif des cours d'eau non navigables. 25 avril 1957.
1 volume
- 327 Dossier préparatoire à l'établissement du tableau descriptif des cours d'eau non navigables. 1954-1957.
1 chemise
- 328 Dossier relatif à l'enquête menée en vue de déterminer les points d'origine des cours d'eau non navigables. 1969-1970.
1 chemise

-
- 329 Lettre reçue du Service technique de la Province de Namur demandant la liste des ouvrages problématiques sur les cours d'eau non navigables. 1er juin 1971. 1 pièce
- 330 Dossier relatif aux travaux de curage du cours d'eau de la Froide Fontaine à la Plate Pierre. 1973. 1 chemise
- 331 Dossier relatif à la demande d'autorisation de construire 3 étangs avec prise et remise d'eau au cours d'eau de la Plate Pierre. 1976. 1 chemise
2. WATERINGUE DE LA PLATE PIERRE
- 332 Arrêté de la Députation permanente prenant acte de la sollicitation de la wateringue en ce qui concerne le classement des cours d'eau et la répartition des frais de travaux. 24 septembre 1954. 1 pièce
- 333 Dossier relatif aux travaux de curage de la wateringue. 1955, 1960-1962. 6 pièces
- 334 Dossier relatif à la publication du règlement de la wateringue conformément aux prescriptions légales. 1958-1961. 3 pièces
- D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE*
1. DISTRIBUTION D'EAU
- 335 Dossier relatif aux travaux d'une fontaine alimentée par une conduite d'eau. 1880-1883. 5 pièces
- 336 Dossier relatif au projet d'établissement de la distribution d'eau et de construction d'un lavoir public couvert. 1896. 3 pièces
- 337 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la désignation du garde-champêtre pour assurer la distribution d'eau aux habitants en raison de la forte sécheresse. 25 septembre 1921. 1 pièce
- 338 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs aux travaux de recherche de nouvelles sources pour la distribution

-
- d'eau. 1934. 2 pièces
- 339** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif aux travaux de réparation du lavoir et de l'abreuvoir du milieu du village. 21 juin 1934. 1 pièce
- 340** Dossier relatif aux travaux d'amélioration de la distribution d'eau. 1938-1952. 1 liasse
- 341** Dossier relatif aux travaux d'extension de la distribution d'eau et notamment d'établissement d'une conduite de refoulement et de construction d'un pavillon de pompage. 1956-1959. 1 liasse
- 342** Dossier relatif aux travaux de réparation à effectuer à la distribution d'eau. 1964. 1 chemise
- 343** 2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
Dossier relatif à l'installation du réseau électrique de basse tension. 1922-1936. 1 liasse
- 344** Dossier relatif au projet d'Esmalux d'installer une ligne à haute tension passant sur le territoire communal. 1968-1969. 1 liasse
- 345** 3. ÉCLAIRAGE PUBLIC
Dossier relatif aux travaux d'amélioration de l'éclairage public. 1954-1958. 1 chemise
- 346** 4. TÉLÉPHONE
Dossier relatif à la gestion du réseau par la Régie des télégraphes et des téléphones. 1948, 1952, 1970. 1 chemise
- 347** 5. TRANSPORTS EN COMMUN
Dossier relatif à la participation de la commune à la Société nationale des chemins de fer vicinaux en tant qu'actionnaire de la ligne Gedinne-Bohan avec embranchement de Vresse à Alle-sur-

Semois. 1907-1951.

1 liasse

- 348** Registre des annuités à payer à la SNCV pour la gestion de la ligne Gedinne-Bohan avec embranchement de Vresse à Alle-sur-Semois. 1908.
1 volume
- 349** Dossier relatif à la construction d'un abris pour voyageurs à l'arrêt du chemin de fer vicinal. 1927-1929.
5 pièces
- 350** Dossier relatif à la participation de la commune à la gestion de la ligne de bus Alle-Gedinne. 1950-1976.
1 chemise
- 351** Dossier relatif à la construction d'un abris pour voyageurs à l'arrêt de la ligne de bus Alle-Gedinne. 1963-1964.
6 pièces

E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

1. GÉNÉRALITÉS

- 352** Dossier relatif à l'élaboration de la délimitation de zones agricole et forestière dans la commune. 1965-1966.
3 pièces

2. PLANS COMMUNAUX

- 353** Acte d'agrément de Louis Mettewie en qualité d'auteur de projet pour le plan d'aménagement du territoire communal. 1946.
2 pièces
- 354** Dossier relatif à la dispense demandée par la commune de l'obligation d'adopter un plan général et des plans particuliers. 1963.
1 chemise

3. PERMIS DE BÂTIR

- 355** Rapport et avis de l'Administration des ponts et chaussées sur la demande de Guillaume Wahis de reconstruire sa maison le long de la route de Marche et sur celle de Hubert Michel de reconstruire le mur de clôture sur la même parcelle. 1893, 1901.
3 pièces
- 356** Pièces relatives à l'autorisation donnée à Émile Devoir de creuser

une fosse à purin dans la cour de sa propriété. 1930-1931.

2 pièces

357

Rapport du conducteur des ponts et chaussées à Beauraing précisant les conditions d'une autorisation de construire une fosse à purin et une citerne à accorder à Désiré Dion. 28 janvier 1937.

1 pièce

4. INFRACTIONS

358

Copie d'un jugement du Tribunal correctionnel de Dinant condamnant un propriétaire pour infraction par la construction d'un chalet sur son pré. 1976.

2 pièces

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

- 359 Dossier relatif aux conventions d'adoption de l'école primaire pour filles. 1928-1937, 1943.
1 chemise
- 360 Lettre reçue de l'abbé Évrard demandant à la commune un subside en faveur de l'école ménagère pour adultes. 25 janvier 1933.
1 pièce
- 361 Lettre reçue du bourgmestre de Gedinne relative à une enquête sur l'intérêt de la création d'une école moyenne. 20 mars 1933.
1 pièce
- 362 Dossier relatif à la contribution légale de la commune au Fonds national des études. 1956.
5 pièces
- 363 Dossier relatif à l'ouverture d'une école gardienne. 1958-1962.
1 chemise
- 364 Dossier relatif à l'application des dispositions légales en matière de choix du cours de religion ou de morale. 1959-1963.
1 chemise
- 365 Dossier relatif à la fermeture de l'école gardienne. 1970, 1973.
5 pièces
- 366 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la décision du maintien de l'école primaire mixte avec classe spéciale de couture pour filles. 1975.
2 pièces

B. BÂTIMENTS

- 367 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la fixation de la valeur locative du logement de l'instituteur et de la redevance à payer pour son occupation. 22 janvier 1962.
1 pièce

C. ÉQUIPEMENT

- 368 Dessins des projets d'ameublement de l'école communale. 1875.
2 pièces
- 369 Dossier relatif à l'acquisition de matériel didactique et de

fournitures classiques. 1925, 1961-1969.

1 chemise

370

Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à l'acquisition de mobilier pour les écoles gardienne et primaire. 1957-1963.

4 pièces

D. PERSONNEL

371

Lettre reçue du Ministère de l'Instruction publique relative à l'attribution de subside à l'école primaire communale mixte pour un emploi de maîtresse de couture. 5 juillet 1945.

1 pièce

372

Relevés du personnel enseignant. 1961-1962, 1966.

5 pièces

373

Dossier relatif aux suppléments de traitement communaux payés au personnel enseignant. 1955-1958.

1 chemise

E. FINANCES

374

Lettres reçues du Ministère de l'Instruction publique relatives aux subsides accordés à l'école. 1955-1961.

6 pièces

F. OBLIGATION SCOLAIRE

375

Liste des enfants soumis à l'obligation scolaire. 1964-1970.

4 pièces

G. ACTIVITÉS SCOLAIRES SPÉCIALES

376

Dossier relatif à l'organisation des excursions et voyages scolaires. 1958-1967.

1 chemise

377

Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la fête de Saint-Nicolas dans les écoles de la commune. 1965-1966.

2 pièces

XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS

378

Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal et du Collège échevinal relatifs aux décisions d'octroi de subsides aux associations, à la jeunesse et à des événements. 1929, 1933-1934, 1957-1970.

1 chemise

XIV. ÉCONOMIE

A. GÉNÉRALITÉS

379 Listes des personnes dont les poids, mesures et instruments de pesage doivent faire l'objet d'une vérification périodique. 1976.
1 chemise

B. AGRICULTURE

380 Registre de déclaration des taureaux. 1958-1975, 1981-1987.
1 volume

C. INDUSTRIE ET ARTISANAT

381 Attestations d'activités d'habitants de la commune délivrées pour l'accès à la profession. 1961-1965.
9 pièces

XV. AFFAIRES SOCIALES

- 382** Lettre adressée par Melchior Ferdinand Brasseur, octogénaire, à la Reine afin d'obtenir une pension de vieillesse. [Fin du XIXe-début du XXe siècle].
1 pièce
- 383** Lettre reçue du bourgmestre de Gedinne s'opposant à certaines dispositions du projet de création d'un fonds commun de chômage par le Gouvernement. 1er juin 1933.
2 pièces
- 384** Pièces relatives à la prise en charge des frais d'entretien d'A. N. placée au sanatorium de Jauche. 1951.
2 pièces
- 385** Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à l'octroi de primes de naissance. 16 mai 1955.
2 pièces
- 386** Dossier relatif à l'affiliation de la commune au Service social régional à Beauraing. 1961-1971.
1 chemise
- 387** Dossier relatif au projet de création d'une maison de retraite à Bièvre par la Société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de la région Gedinne-Semois. 1963-1968.
7 pièces

XVI. TUTELLE SUR LE BUREAU DE BIENFAISANCE, PUIS LA
COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

388 Registre aux délibérations. 7 septembre 1847-20 novembre 1910.
1 volume

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

389 Dossier relatif à la nomination des membres de la commission.
1925-1936, 1947, 1959-1965.
1 chemise

390 Extraits du registre aux délibérations de la commission relatifs à la
fixation du traitement du secrétaire. 1944-1945.
2 pièces

391 Statut pécuniaire complémentaire du secrétaire et du receveur. 16
février 1971.
1 cahier

392 Budgets annuels. 1953-1954.
2 cahiers

393 Modification budgétaire. 1958.
1 pièce

394 Comptes annuels. 1974, 1976.
2 cahiers

395 Pièces relatives à la prise en charge des frais liés à l'hospitalisation
de C. W. à l'Institut Saint-Raphaël à Louvain. 1947-1948.
2 pièces

XVII.TUTELLE COMMUNALE SUR LA FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA
PAROISSE

A. PERSONNEL

- 396 Dossier relatif au renouvellement des membres du Conseil de
fabrique et du Bureau des marguilliers. 1927, 1933, 1948, 1957-
1975. 1 chemise
- 397 Extraits du registre aux délibérations du Conseil de fabrique relatifs
à l'évolution du traitement du personnel d'église. 1947-1967.
5 pièces
- 398 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs
à l'indemnité de binage du curé. 1957-1971.
1 chemise
- 399 Extraits du registre aux délibérations du Conseil de fabrique relatifs
à la désignation et au payement de Jean Nollevaux comme maître-
chantre. 1971.
2 pièces
- B. FINANCES*
- 400 Budgets annuels. 1934-1935, 1937-1945, 1947-1955, 1957-1976.
1 liasse
- 401 Comptes annuels. 1937-1974, 1976.
1 liasse